

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE

EDITION COMPLEMENTAIRE

paraissant le lundi de chaque semaine

ABONNEMENT	6 MOIS	UN AN	ABONNEMENTS ET INSERTIONS	ANNONCES ET AVIS
Côte d'Ivoire et pays de la CAPTEAO : voie ordinaire :	22.000	42.000	Adresser les demandes d'abonnement au Chef du Service des Journaux officiels de la République de Côte d'Ivoire, B.P. V 70 Abidjan, BCEAO A 0005 0002.	La ligne décomposée en corps 8 de 62 lettres ou signes, interlignes et blancs compris
voie aérienne :	28.000	39.000		2.500 francs
Etranger : France et pays extérieurs communs : voie ordinaire	25.000	35.000	Les abonnés, désireux de recevoir un reçu, sont priés d'ajouter à leur envoi le montant de l'affranchissement.	Pour chaque annonce répétée, la ligne ... Il n'est jamais compté moins de 10 lignes ou perçu moins de.....
voie aérienne	30.000	50.000		25.000 francs pour les annonces.
Autres pays : voie ordinaire	25.000	35.000	Les insertions au J.O.R.C.I. devront parvenir au Service des Journaux officiels au plus tard le jeudi précédant la date de parution du J.O.	Pour les exemplaires à certifier et à légaliser, il sera perçu en plus du prix du numéro les frais de timbre et de légalisation en vigueur.
voie aérienne	40.000	50.000		
Prix du numéro de l'année courante	1.000			
Au-delà du cinquième exemplaire	800			
Prix du numéro d'une année antérieure	1.500			
Prix du numéro légalisé	2.000			
Pour les envois par poste, affranchissement en plus.				

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

2012 ACTES PRESIDENTIELS

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

30 nov.....	Décret n° 2012-1123 fixant les modalités d'appli- cation de l'ordonnance n° 2012-487 du 7 juin 2012 portant code des investissements.	109
30 nov	Annexe au décret n° 2012-1123	113

2012 ACTES DU GOUVERNEMENT

MINISTERE D'ETAT, MINISTERE DE L'INTERIEUR

Actes Disciplinaires

27 nov.....	Arrêtés n° 459, 460, 461, 462, 463, 464, 465, 466, 467, 468, 469, 470, 471, 472, 473, 474, 475, et 476/ MEM/DGPN/DPN .	116
-------------	--	-----

PARTIE NON OFFICIELLE

Avis et annonces.	124
-------------------	-----

PARTIE OFFICIELLE

ACTES PRESIDENTIELS

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

*DECRET n° 2012-1123 du 30 novembre 2012 fixant les modalités
d'application de l'ordonnance n° 2012-487 du 7 juin 2012
portant code des investissements.*

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur rapport conjoint du ministre de l'Industrie et du ministre auprès du
Premier Ministre, chargé de l'Economie et des Finances,

Vu la Constitution ;

Vu le code général des Impôts ;

Vu la loi n° 64-291 du 1^{er} août 1964 portant code des Douanes ;

Vu l'ordonnance n° 2012-487 du 7 juin 2012 portant code des investissements ;

Vu le décret n° 2012-625 du 6 juillet 2012 portant attributions des
membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2012-867 du 6 septembre 2012 portant création d'un
Etablissement public à caractère administratif dénommé Centre de
Promotion des Investissements en Côte d'Ivoire, en abrégé CEPICI ;

Vu le décret n° 2012-1118 du 21 novembre 2012 portant nomination
du Premier Ministre ;

Vu le décret n° 2012-1119 du 22 novembre 2012 portant nomination des membres du Gouvernement,

DECRETE :

CHAPITRE I

Dispositions générales

Article premier. — Le présent décret fixe les modalités d'application de l'ordonnance n° 2012-487 du 7 juin 2012 portant code des investissements.

Art. 2. — Le Centre de Promotion des Investissements en Côte d'Ivoire, en abrégé CEPICI, est au sens de l'ordonnance n° 2012-487 du 7 juin 2012 susvisée, l'Organisme national chargé de la promotion des investissements.

CHAPITRE II

Nature des activités, seuils et opérations d'investissement

Section I : La liste des activités et équipements éligibles

Art. 3. — La liste indicative des activités pouvant bénéficier des avantages liés au régime de déclaration est annexée au présent décret.

Cette liste peut être modifiée ou complétée par décret pris en Conseil des ministres.

Art. 4. — La liste indicative des équipements et matériels pouvant bénéficier des avantages liés au régime d'agrément à l'investissement, est fixée par arrêté conjoint du ministre chargé de l'Industrie et du ministre chargé de l'Economie et des Finances.

Section II : Les seuils d'investissement

Art. 5. — Les montants hors TVA et hors fonds de roulement des seuils d'investissement sont fixés comme suit pour le régime d'agrément à l'investissement :

- seuil inférieur : deux cent millions de francs ;
- seuil supérieur : un milliard de francs.

Lorsque l'investissement est réalisé par une Petite et Moyenne Entreprise, PME, les montants hors TVA et hors fonds de roulement des seuils spécifiques d'investissement pour les PME, sont fixés comme suit pour le régime d'agrément à l'investissement :

- seuil inférieur : soixante-dix millions de francs ;
- seuil supérieur : deux cent millions de francs.

CHAPITRE III

Respect des obligations fiscales, sociales et environnementales

Art. 6. — Le bénéfice des avantages liés au régime de déclaration et au régime d'agrément à l'investissement est subordonné au respect par l'entreprise, de l'ensemble de ses obligations fiscales, sociales et environnementales, conformément à la législation en vigueur.

Art. 7. — Les entreprises qui bénéficient des avantages liés au régime de déclaration et au régime d'agrément à l'investissement sont tenues de fournir, chaque année, au ministère en charge de l'Industrie et au CEPICI, un rapport sur leur pratique de responsabilité sociétale.

CHAPITRE IV

Procédure de déclaration

Section I : La demande de déclaration

Art. 8. — Pour bénéficier des avantages liés au régime de déclaration, les entreprises sont tenues de déposer en quatre exemplaires au CEPICI, un dossier de demande de déclaration dûment rempli et complété suivant le modèle fourni par le CEPICI.

Art. 9. — Le dossier de demande de déclaration comprend les éléments suivants :

- 1) les documents et formulaires, selon les modèles fournis par le CEPICI ;
- 2) les pièces et documents administratifs :
 - une copie des statuts enregistrés ;
 - une copie du registre de commerce ;
 - une copie de la déclaration faite par l'employeur à l'Institut de Prévoyance sociale-Caisse nationale de Prévoyance sociale, IPS-CNPS ;
 - une copie de la déclaration fiscale d'existence ;
 - un code import-export, si l'activité l'exige ;
 - une autorisation administrative d'exercice ou d'exploitation pour les activités ou professions réglementées.

Les PME sont tenues de fournir, en outre, toute documentation justifiant leur qualité de PME.

Section II : L'instruction de la demande de déclaration

Art. 10. — Dans les deux jours ouvrables qui suivent la réception de la demande de déclaration, le CEPICI, après instruction du dossier, délivre une attestation de dépôt signée par son directeur général. Cette attestation de dépôt confère de plein droit au déclarant, le bénéfice des avantages liés au régime de déclaration.

La demande du bénéfice des avantages liés au régime de déclaration peut être faite par voie électronique selon des modalités définies par le CEPICI.

Le CEPICI transmet à la direction générale des Impôts et aux directions compétentes du ministère en charge de l'Industrie et des autres ministères techniques concernés, une copie de l'attestation de dépôt et du dossier de demande de déclaration correspondant, pour information.

Art. 11. — En cas de non recevabilité ou de rejet du dossier de demande de déclaration, le directeur général du CEPICI adresse un courrier à l'entreprise pour lui notifier dans les deux jours ouvrables, le motif de l'irrecevabilité ou du rejet de son dossier de demande de déclaration.

Section III : Conditions de jouissance des avantages liés au régime de déclaration

Art. 12. — Le bénéfice des avantages liés au régime de déclaration est subordonné :

- à une visite de constat sur le terrain, de la réalisation effective de l'investissement ;
- à la tenue d'une comptabilité régulière conformément aux dispositions du droit comptable OHADA, aussi bien pour les sociétés que pour les personnes physiques exerçant une activité commerciale ou non, telle que définie par le code général des Impôts ;

— à la soumission à un régime réel d'imposition notamment au régime simplifié ou au régime réel normal ;

— au respect des normes environnementales conformément à la législation en vigueur ;

— aux investissements en outillages neufs et adaptés à la transformation des ressources forestières, dans le cadre de la gestion durable du patrimoine forestier.

CHAPITRE V

Procédure d'agrément à l'investissement

Section I : La demande d'agrément à l'investissement

Art. 13. — Pour bénéficier des avantages liés au régime d'agrément, les entreprises sont tenues de déposer en dix exemplaires au CEPICI, un dossier de demande d'agrément à l'investissement dûment rempli et complété suivant le modèle fourni par le CEPICI.

Art. 14. — Le dossier de demande d'agrément à l'investissement comprend les éléments suivants :

- 1) les documents et formulaires, selon les modèles fournis par le CEPICI ;
- 2) les pièces et documents administratifs :
 - une copie des statuts enregistrés ;
 - une copie du registre de commerce ;
 - une copie de la déclaration faite par l'employeur à l'Institut de Prévoyance sociale-Caisse nationale de Prévoyance sociale, IPS-CNPS ;
 - une copie de la déclaration fiscale d'existence et, en cas de développement d'activités, une attestation de régularité fiscale ;
 - un code import-export, si l'activité l'exige ;
 - une autorisation administrative d'exercice ou d'exploitation pour les activités ou professions réglementées ;
- 3) un inventaire exhaustif des matériels, biens d'équipements et pièces de rechange pouvant être admis au bénéfice des avantages selon un modèle fourni par le CEPICI ;
- 4) un engagement à tenir une comptabilité séparée en cas de développement d'activités ;
- 5) un engagement à fournir au CEPICI, les états financiers et les comptes analytiques se rapportant à l'investissement ayant obtenu le bénéfice des avantages du code des investissements.

Les PME sont tenues de fournir, en outre, toute documentation justifiant leur qualité de PME.

Section II : Conditions à remplir pour bénéficier des avantages du régime d'agrément à l'investissement

Art. 15. — Les entreprises qui sollicitent le bénéfice du régime d'agrément à l'investissement doivent être soumises à un régime réel d'imposition : régime simplifié ou régime réel normal.

Section III : L'instruction de la demande d'agrément à l'investissement

Art. 16. — Dans les deux jours ouvrables qui suivent la réception de la demande d'agrément à l'investissement, le CEPICI délivre une attestation de recevabilité signée par son directeur général.

Article 17 : L'instruction du dossier d'agrément à l'investissement se fait au guichet unique du CEPICI.

Pour l'instruction des dossiers d'agrément à l'investissement, des agents habilités de la direction générale des Impôts et de la direction générale des Douanes sont mis à la disposition du guichet unique du CEPICI avec une délégation de pouvoir de leurs administrations d'origine.

Art. 18. — Un comité d'agrément est mis en place au sein du CEPICI pour statuer sur les dossiers d'agrément à l'investissement instruits par le guichet unique du CEPICI.

Ce comité d'agrément est présidé par le directeur général du CEPICI ou son représentant.

Art. 19. — Pour les séances de délibération du comité d'agrément, le directeur général du CEPICI fait appel aux ministères techniques concernés et à toute autre expertise requise et avérée.

Art. 20. — Le CEPICI dispose d'un délai maximum de vingt et un jours à compter de leur date de dépôt, pour instruire les dossiers d'agrément à l'investissement.

Art. 21. — En cas d'avis favorable émis par le comité d'agrément, le président du Conseil de Gestion du CEPICI signe la décision d'agrément à l'investissement sur la base des délibérations du comité d'agrément.

En cas d'empêchement du Président du Conseil de gestion, la décision d'agrément est signée par l'intérimaire désigné par le Conseil de gestion.

Art. 22. — La décision d'agrément à l'investissement ouvre droit au bénéfice des avantages fiscaux et douaniers prévus aux articles 45, 46 et 47 du code des investissements.

Les PME bénéficient, en outre, des avantages prévus aux articles 49 et 50 du code des investissements.

Art. 23. — Un arrêté du ministre chargé de l'Economie et des Finances est pris pour l'exécution de la décision d'agrément à l'investissement.

Art. 24. — Le directeur général du CEPICI informe, dans les quarante-huit heures, l'entreprise concernée et lui communique un exemplaire de l'original de la décision d'agrément à l'investissement et de l'arrêté pris pour l'exécution de la décision d'agrément à l'investissement, avec ampliation au ministre chargé de l'Industrie, au ministre technique compétent, à la direction générale des Douanes et à la direction générale des Impôts.

Art. 25. — En cas d'avis défavorable, le directeur général du CEPICI adresse à l'entreprise concernée, dans les deux jours ouvrés qui suivent la date de la délibération, une note motivée relative à la décision de refus.

CHAPITRE VI

Réalisation du programme d'investissement et avantages accordés aux entreprises

Section I : La réalisation du programme d'investissement

Art. 26. — La durée de réalisation de l'investissement est fixée à vingt-quatre mois, à compter de la date de l'attestation de dépôt pour le régime de déclaration ou de la date de la décision d'agrément à l'investissement en ce qui concerne le régime d'agrément à l'investissement.

Toutefois, il peut être accordé au promoteur qui justifie d'un début de réalisation de son projet d'investissement à hauteur d'au moins soixante-six pour cent du montant dudit projet, une prorogation unique qui ne peut excéder douze mois.

Cette prorogation commence à courir à compter de la date d'expiration de la précédente période de réalisation de l'investissement.

La durée totale de réalisation de l'investissement ne peut, en tout état de cause, excéder trente-six mois à compter des dates indiquées aux alinéas ci-dessus.

Art. 27. — Les modalités de cette prorogation sont fixées par décision du Conseil de gestion du CEPICI sur proposition de son directeur général.

La prorogation accordée fait l'objet d'une décision de prorogation signée par le directeur général du CEPICI.

Art. 28. Le promoteur est tenu d'informer le CEPICI de la fin des travaux du programme d'investissement, dans un délai maximum de trente jours, avant l'expiration des délais prévus à l'article 26 du présent décret.

Art. 29. — Dans un délai maximum de quinze jours ouvrables suivant la date de l'information du CEPICI par le promoteur, le CEPICI effectue avec la direction générale des Impôts et les directions compétentes du ministère chargé de l'Industrie et du ministère technique concerné, une visite de constat de réalisation d'activités.

La visite de constat de réalisation d'activités donne lieu à un procès-verbal de visite signé de toutes les parties présentes lors de la visite.

Art. 30. — Dans les dix jours ouvrables suivant la date de la visite de constat de réalisation d'activités, et sur la base du procès-verbal de visite, une décision de notification de début d'exploitation, qui précise les avantages accordés, est signée par le Président du Conseil de gestion du CEPICI ou, en cas d'empêchement de celui-ci, par l'intérimaire désigné par le Conseil de gestion.

La décision de notification de début d'exploitation fixe la date de début de jouissance des avantages accordés pour la période d'exploitation au titre du régime de déclaration et du régime d'agrément à l'investissement.

Art. 31. — Pour les dossiers soumis au régime de déclaration, une décision de notification de mise en exploitation, qui reprend le contenu de la décision de notification de début d'exploitation, est signée par le directeur général des Impôts dans un délai maximum de cinq jours ouvrables à compter de la date de la décision de notification de début d'exploitation.

Pour les dossiers soumis au régime d'agrément à l'investissement, un arrêté de mise en exploitation du ministre chargé de l'Economie et des Finances est pris pour l'exécution de la décision de notification de début d'exploitation dans un délai maximum de cinq jours ouvrables à compter de la date de la décision de notification de début d'exploitation.

Art. 32. — Pour le régime de déclaration et le régime d'agrément à l'investissement, un délai de cinq jours ouvrables est accordé pour la signature de la décision et de l'arrêté de mise en exploitation. Passé ce délai, la décision de notification de début d'exploitation s'impose à l'administration fiscale et ouvre droit à la jouissance des avantages accordés.

Art. 33. — Aucune modification de la décision de notification de début d'exploitation délivrée par le CEPICI, de la décision de mise en exploitation de la direction générale des Impôts ainsi que de l'arrêté de mise en exploitation du ministre chargé de l'Economie et des Finances, n'est autorisée.

Section II : Nature et étendue des avantages accordés aux entreprises

Art. 34. — Les avantages accordés aux entreprises au titre du régime de déclaration et du régime d'agrément à l'investissement sont précisés dans la décision de notification de début d'exploitation.

Il est annexé à la décision de notification de début d'exploitation, la liste exhaustive des matériels, biens d'équipement et pièces de rechange admis à bénéficier des avantages ci-dessus indiqués.

Art. 35. — L'exonération totale de la TVA ne s'applique qu'en phase de réalisation d'investissement sur le matériel, les équipements et le premier lot de pièces de rechange, acquis localement ou importés.

Art. 36. — La durée des avantages accordés s'étend, suivant la zone d'implantation, jusqu'à la cinquième, la huitième ou la quinzième année civile. Celle-ci part de la date d'achèvement du programme d'investissement telle que fixée par la décision de notification de mise en exploitation, tant pour le régime de déclaration que pour le régime d'agrément à l'investissement.

Art. 37. — Pour les petites et moyennes entreprises, la durée des avantages accordés s'étend, suivant la zone d'implantation, jusqu'à la septième, la onzième ou la quinzième année civile. Cette durée court à compter de la date d'achèvement du programme d'investissement telle que fixée par la décision de notification de mise en exploitation, tant pour le régime de déclaration que pour le régime d'agrément à l'investissement.

Art. 38. — Les exonérations portant sur l'impôt sur le bénéfice industriel et commercial ou l'impôt sur le bénéfice non commercial, ou l'impôt sur le bénéfice agricole, ou la contribution des patentes et licences, sont réduites à cinquante pour cent, puis à vingt-cinq pour cent des montants normalement dus, respectivement l'avant-dernière et la dernière année du bénéfice des avantages.

Art. 39. — Les investisseurs qui bénéficient des avantages prévus dans les lois portant code des investissements antérieures à l'ordonnance n° 2012-487 du 7 juin 2012 portant code des investissements ainsi qu'à l'ensemble des textes subséquents, peuvent bénéficier des mesures plus favorables prévues par le code des investissements.

Art. 40. — Pour obtenir le bénéfice des mesures plus favorables, conformément à l'article 12 du code des investissements, les investisseurs doivent saisir le CEPICI d'un dossier de demande comprenant les pièces suivantes :

- la demande du bénéfice des avantages plus favorables ;
- le tableau des investissements à réaliser ;
- le tableau d'inventaire ;
- le tableau de la masse salariale ;
- le compte d'exploitation ;
- tous documents justificatifs des changements intervenus dans les statuts.

Art. 41. — La demande du bénéfice des avantages plus favorables fait l'objet d'une instruction et donne lieu à la délivrance d'une décision signée par le président du Conseil de gestion du CEPICI et à la prise d'un arrêté signé par le ministre chargé de l'Economie et des Finances, pour son exécution.

Art. 42. — La durée du bénéfice de ces nouveaux avantages ne peut, en aucun cas, excéder la durée des avantages accordés.

Aucune demande de bénéfice des avantages plus favorables n'est recevable au-delà du 19 septembre 2014.

Art. 43. — Un arrêté du ministre chargé de l'Economie et des Finances, du ministre chargé de l'Industrie, du ministre chargé des Petites et Moyennes entreprises, du ministre chargé de l'Energie et du ministre chargé des Infrastructures économiques, détermine les tarifs préférentiels de l'eau et de l'électricité.

Art. 44. — Un arrêté du ministre chargé de l'Economie et des Finances, du ministre chargé de l'Industrie, du ministre chargé des Petites et Moyennes entreprises et du ministre chargé des Nouvelles technologies de l'information, détermine les tarifs préférentiels des frais de télécommunication.

CHAPITRE VII

Contrôle et sanctions

Art. 45. — Le détournement de leurs destinations initialement prévues des matériels, équipements et pièces de rechange importés dans le cadre du régime d'agrément à l'investissement et la cession desdits biens sans autorisation du ministre chargé de l'Economie et des Finances, rendent immédiatement exigible le paiement au Trésor public, du montant des droits et taxes au tarif de droit commun.

Art. 46. — La direction générale des Impôts vérifie et atteste la conformité du montant des investissements bruts réalisés et inscrits au bilan d'ouverture du premier exercice, avec le projet d'investissement du promoteur.

Le CEPICI, la direction générale des Douanes, le ministère en charge de l'Industrie et les autres ministères concernés sont tenus informés des résultats de cette vérification.

Art. 47. — Aucune entreprise bénéficiaire d'un arrêté de mise en exploitation ne peut faire l'objet de contrôle sur l'état de ses immobilisations et importations après la première année d'exercice.

Art. 48. — Les avantages liés à la création d'activités ne peuvent être accordés aux investisseurs qui, dans le but d'en bénéficier, procèdent à la dissolution et à la liquidation de leur entreprise et à la création d'une autre entreprise, présentée comme nouvelle.

Les avantages obtenus au moyen des manœuvres décrites ci-dessus sont remis en cause et rendent exigibles les droits éludés.

La preuve du caractère frauduleux de telles manœuvres peut être établie par tout moyen.

Art. 49. — Le non-respect des dispositions fiscales d'assiette et de recouvrement entraîne de plein droit la déchéance du bénéfice du régime de déclaration et du régime d'agrément à l'investissement, sans préjudice des pénalités prévues par le code général des Impôts et par le code des Douanes.

CHAPITRE VIII

Zones d'investissement

Art. 50. — Conformément à l'ordonnance n° 2012-487 du 7 juin 2012 portant code des investissements, le territoire ivoirien est divisé en trois zones d'investissement, à savoir la zone A, la zone B et la zone C. La composition des zones est la suivante :

— zone A : district d'Abidjan ;

— zone B : les agglomérations ayant une population égale ou supérieure à soixante mille habitants ;

— zone C : les agglomérations ayant une population de moins de soixante mille habitants ainsi que des zones économiques spéciales déterminées par décret en fonction des programmes régionaux.

Le CEPICI publie, dans une note d'information ou un bulletin d'informations, la liste nominative des agglomérations sus-indiquées.

Art. 51. — Un décret établit la mise à jour ou la modification de la catégorisation par zone, des agglomérations prévues aux articles précédents.

CHAPITRE IX

Disposition finale

Art. 52. — Le ministre de l'Industrie et le ministre auprès du Premier Ministre, chargé de l'Economie et des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Fait à Abidjan, le 30 novembre 2012

Alassane OUATTARA

ANNEXE au décret n° 2012-1123 du 30 novembre 2012 fixant les modalités d'application de l'ordonnance n° 2012-487 du 7 juin 2012 portant code des investissements

ANNEXE I

LISTE DES ACTIVITES POUVANT BENEFICIER DES AVANTAGES DU REGIME DE DECLARATION

AGR AGRICULTURE, ELEVAGE, PECHE ET CHASSE

AGR01 Agriculture vivrière ;

AGR0101 : Culture céréalière (y compris le blé) ;

AGR0102 : Culture de tubercules et plantains ;

AGR0103 : Culture de légumes et condiments ;

AGR0104 : Culture de fruits ;

AGR0105 : Culture d'autres produits de l'agriculture vivrière ;

AGR0106 : Pêche et pisciculture.

AGR02 Agriculture d'exportation

AGR0201 : Culture du cacao ;

AGR0202 : Culture du café ;

AGR0203 : Culture du coton ;

AGR0204 : Culture de la banane douce ;

AGR0205 : Culture de l'ananas ;

AGR0206 : Culture des plantes oléagineuses (noix de palme, noix de coco, copra, karité, soja...) ;

AGR0207 : Autres cultures d'exportation ;

AGR0208 : Horticulture, plants et semences (fleurs, boutures...) ;

AGR03 Sylviculture, exploitation forestière

AGR0301 : Sylviculture ;

AGR0302 : Exploitation forestière (bois en grume, bois de construction, bois de chauffe, bois d'industrie).

AGR04 Elevage et chasse

AGR0401 : Elevage de bovins ;

AGR0402 : Elevage ovins, caprins ;

AGR0403 : Produits d'origine animale (œuf, miel, lait frais, etc.) à l'exclusion des produits de la chasse ;

AGR0404 : Elevage de volaille (élevage de poulets, pintades, dindons, cailles, etc.) ;

AGR0405 : Elevage de porcins (Elevage de porcs) ;

AGR0406 : Elevage d'équidés et autres animaux (Elevage de chevaux, chiens, escargots, autruches et autres animaux terrestres non classés ailleurs).

AGR05 Activités annexes à l'élevage

AGR0501 : Activités annexes à l'élevage (Toutes prestations de services rendus aux éleveurs, à l'exclusion des services vétérinaires) ;

AGR0502 : Activités annexes à l'agriculture ;

AGR0503 : Activités annexes à la pêche, à la pisciculture et à l'aquaculture.

AGR06 Pêche et pisciculture

AGR0601 : Pêche de poissons (Poissons de mer, d'eau douce, poissons frais ou simplement réfrigérés, les alevins et poissons de pisciculture) ;

AGR0602 : Autres pêches et aquaculture (élevage de poissons, tortues, crocodiles, coquillages et autres produits marins algues, éponges naturelles, etc.)

AGE AGRO-INDUSTRIE**AGE01 Culture et transformation des plantes oléagineuses**

AGE0101 : Culture et transformation de la noix de palme ;

AGE0102 : Culture et transformation de la noix de coco et copra ;

AGE0103 : Culture et transformation du soja et karité ;

AGE0104 : Autres cultures et transformation de plantes oléagineuses.

AGE02 Culture et transformation des fruits et légumes

AGE0201 : Culture et transformation de l'ananas ;

AGE0202 : Culture et transformation de l'orange ;

AGE0203 : Culture et transformation de la mangue ;

AGE0204 : Culture et transformation d'autres fruits et légumes.

AGE03 Culture et transformation des céréales et tubercules

AGE0301 : Culture et transformation des céréales ;

AGE0302 : Culture et transformation des tubercules ;

AGE04 Autres activités agro-industrielles

AGE0401 : Culture et transformation de la canne à sucre ;

AGE0402 : Culture et transformation du coton ;

AGE0403 : Culture et transformation de l'hévéa ;

AGE0404 : Autres cultures et transformation de produits agricoles.

IND INDUSTRIES**IND01 Usinage des produits agricoles**

IND0101 : Usinage de café, cacao ;

IND0102 : Usinage du riz ;

IND0103 : Usinage du coton ;

IND0104 : Usinage de fruits et céréales.

IND02 Industries d'exploration et d'extraction de minéraux et minerais

IND0201 : Extraction d'hydrocarbures et de gaz naturel ;

IND0202 : Extraction de métaux précieux (or, argent, etc.), pierres précieuses (diamant, émeraude, rubis, etc.) ;

IND0203 : Extraction de sel brut ;

IND0204 : Extraction d'autres produits.

IND04 Production de viande et poisson

IND0401 : Industrie de viande et produits à base de viande (cuir et peaux bruts...) ;

IND0402 : Industrie du poisson et des produits de la pêche (conserverie de poissons, autres industries du poisson et des produits de la pêche, etc.).

IND05 Travail des grains et fabrication de produits amylacés

IND0501 : Production de farines de blé.

IND06 Transformation du café et du cacao

IND0601 : Transformation du cacao et chocolateries ;

IND0602 : Transformation du café.

IND07 Industries des oléagineux

IND0701 : Fabrication d'huiles brutes et de tourteaux ;

IND0702 : Production d'huiles raffinées, de margarines et de matières grasses.

IND08 Boulangerie, pâtisserie et pâtes alimentaires

IND0801 : Boulangerie ;

IND0802 : Fabrication de pâtes alimentaires ;

IND0803 : Pâtisseries ;

IND0804 : Biscuiterie.

IND09 Industries laitières, industries des fruits et légumes et fabrication d'autres produits alimentaires

IND0901 : Production de lait conditionné (liquide, poudre) ;

IND0902 : Fabrication de sucre (sucre de canne brut ou raffiné, sirop de sucre) ;

IND0903 : Confiserie (bonbons, etc.) ;

IND0904 : Fabrication de produits à base de fruits et légumes (jus et conserves de fruits et légumes) ;

IND0905 : Fabrication d'autres produits alimentaires non laitiers (farines de manioc, de maïs, de sorgho, amidon, tapioca, etc.), céréales transformées (les semoules, les gruaux de céréales), les aliments adaptés à l'enfant, les aliments diététiques, sucres pour diabétiques, etc. ;

IND0906 : Fabrication de beurre, fromage.

IND10 Industries des boissons

IND1001 : Brasserie et malterie ;

IND1003 : Production de boissons non alcoolisées (y compris l'eau minérale).

IND12 Industries du textile et de l'habillement

IND1201 : Fabrication des fibres et fils textiles

IND1202 : Tissage, fabrication de maillot et ennoblement textile (teinturerie, impression,) ;

IND1203 : Fabrication d'autres produits textiles ;

IND1204 : Industrie de l'habillement.

IND13 Industries du cuir et des chaussures

IND1301 : Fabrication du cuir et d'articles en cuir ;

IND1302 : Fabrication de chaussures et articles chaussants à l'exclusion des chaussures en plastique.

IND14 Industries du bois

IND1401 : Sciage (scieries, etc.), tranchage, déroulage, placage, rabotage, imprégnation du bois ;

IND1402 : Fabrication d'articles en bois assemblés, d'emballages et objets divers en bois.

IND15 Industries du papier et du carton ; imprimerie ; édition

IND1501 : Industrie du papier et du carton (y compris emballages) ;

IND1502 : Edition de livres, brochures, journaux ;

IND1503 : Edition, reproduction et distribution d'oeuvres musicales ;

IND1504 : Imprimerie, reproduction, sérigraphie, calligraphie.

IND16 Industries chimiques

IND1601 : Industrie chimique de base ;

IND1602 : Fabrication d'engrais et produits azotés ;

IND1603 : Fabrication de savons, détergents et produits cosmétiques ;

IND1604 : Fabrication de produits phytosanitaires et insecticides ;

IND1605 : Fabrication de produits pharmaceutiques ;

IND1606 : Fabrication de peintures, vernis, adjuvants, encres d'imprimerie.

IND17 Industries du caoutchouc et des plastiques

IND1701 : Fabrication de caoutchouc séché ;

IND1702 : Fabrication d'articles en matière plastique ;

IND1703 : Fabrication d'articles en caoutchouc ;

IND1704 : Fabrication de chaussures en plastiques.

IND18 Fabrication de matériaux de construction et d'autres produits minéraux non métalliques

IND1801 : Verres et articles en verre ;

IND1802 : Fabrication de matériaux de construction ;

IND1803 : Cimenteries, ouvrages en béton ou en pierre, produits asphaltés, produits bitumeux, etc. ;

IND1804 : Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques (céramique, briques cuites...).

IND19 Métallurgie et travail des métaux

IND1901 : Métallurgie, première transformation de l'acier ;

IND1902 : Fabrication d'ouvrages en métaux ;

IND1903 : Soudure, chaudronnerie, ferronnerie et revêtement des métaux ;

IND1904 : Fabrication de poteaux et pylônes.

IND20 Fabrication de machines, d'équipements et d'appareils électriques

IND2001 : Fabrication de machines et appareils mécaniques d'usage général ;

IND2002 : Fabrication de machines d'usage spécifique ;

IND2003 : Fabrication d'appareils domestiques ;

IND2004 : Fabrication de machines de bureau et de matériel informatique ;

IND2005 : Fabrication de machines et matériels électriques n.c.a.

IND21 Fabrication d'équipements et appareils, fabrication d'instruments médicaux, d'optique et d'horlogerie

IND2101 : Fabrication d'équipements et appareils audiovisuels et de communication (télévision, radio, caméra, vidéo...) ;

IND2102 : Fabrication d'instruments médicaux, d'optique (lunettes, verres) et d'horlogerie, etc.

IND22 Fabrication de matériels de transport

IND2201 : Fabrication de véhicules routiers ;

IND2202 : Montage de véhicules automobiles ;

IND2203 : Construction et réparation de navires ;

IND2204 : Fabrication d'accessoires de véhicule (carrosserie, siège, pneumatiques, etc.) ;

IND2205 : Fabrication d'autres matériels de transport (remorques, etc.).

IND23 Fabrication de meubles et industries diverses

IND2301 : Fabrication de meubles ;

IND2302 : Menuiserie, tapisserie, fabrication d'ouvrages en bois autres que meubles (portes, fenêtres, panneaux en bois).

IND24 Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau

IND2401 : Production, collecte, transport et distribution d'électricité ;

IND2402 : Captage, épuration et distribution d'eau (eau potable distribuée) ;

IND2403 : Production et distribution de combustibles gazeux ;

IND2404 : Production de glaces alimentaires.

ART ARTISANAT**ART01 Alimentation et services annexes**

ART0101 : Boucher chevillard ;

ART0102 : Charcutier ;

ART0103 : Boulanger ;

ART0104 : Pâtissier ;

ART0105 : Glacier ;

ART0106 : Broyeur de céréales, légumes et tubercules, etc.

ART08 SANTE

ART0802 : naturothérapeute ;

ART0804 : Pharmacopée traditionnelle.

BTP BATIMENTS ET TRAVAUX PUBLICS**BTP01 Travaux publics**

BTP0101 : Préparations des sites (terrassement, etc.) ;

BTP0102 : Forage et sondage ;

BTP0103 : Génie civil (construction de route, d'ouvrages d'art et de réseaux, etc.).

SCE SERVICES**SCE02 Hôtels, restaurants, tourisms et loisirs**

SCE0201 : Hôtels ;

SCE0202 : Motels ;

SCE0205 : Boîtes de nuit et casinos ;

SCE0206 : Tourisme et loisirs.

SCE03 Transport, Manutention et Transit

SCE0301 : Transports ferroviaires ;

SCE0302 : Transports routiers urbains de passagers (taxis, sociétés de transport et autres...) ;

SCE0303 : Transports maritimes et lagunaires ;

SCE0304 : Transports aériens ;

SCE0305 : Activités auxiliaires des transports, manutention et entreposage ;

SCE0306 : Transports routiers interurbains de passagers ;

SCE0307 : Transports routiers de marchandises (y compris transport mortuaire) ;

SCE0308 : Transport par conduites ;

SCE0309 : Transit ;

SCE0310 : Exploitation d'infrastructures de transport (ports, aéroports, gares routières, services des parcs de stationnement temporaire, voies à péages, etc.) ;

SCE0311 : Activités portuaires (service de pilotage, de remorquage portuaire, consignation maritime) ;

SCE0312 : Activités aéroportuaires (installations aéroportuaires, consignataires aériens, contrôle de l'espace aérien, etc.) ;

SCE0313 : Agences de voyages (commercialisation des titres de transport maritime ou aérien, guides touristiques).

SCE04 POSTE ET TELECOMMUNICATIONS

SCE0402 : Télécommunications, fournisseurs d'accès internet

SCE15 Enseignement privé

SCE1501 : Enseignement préscolaire et primaire ;

SCE1502 : Enseignement secondaire général et professionnel ;

SCE1503 : Enseignement supérieur général et professionnel ;

SCE1504 : Formation permanente et autres activités d'enseignement (auto-école, école de couture, musique, danse, etc.).

SCE16 Services de santé et action sociale privés

SCE1601 : Santé humaine (cliniques, cabinet médical ou dentaire, infirmerie, laboratoire d'analyses biologiques, etc.).

SCE17 Assainissement, voirie et gestion des déchets, élagage

SCE1701 : Assainissement (Sociétés de vidange, éboueur, Vrd, etc.) ;

SCE1702 : Nettoyage des voiries et gestion des déchets ;

SCE1703 : Elagage.

SCE20 Activités de bureautique et services de télécommunication et presse

SCE2001 : Cyber café, traitement de texte et photocopie, cabines téléphoniques, centre d'appel.

SCE21 Activités culturelles, sportives et de spectacles

SCE2101 : Activités cinématographiques ;

SCE2103 : Promotion de spectacles ;

SCE2105 : Activités de médiathèques, musées, réserves naturelles (zoo, parcs nationaux, etc.) ;

SCE2106 : Activités récréatives, culturelles et sportives (centre de sport, gymnase, pêche sportive, club nautique, etc.).

Fait à Abidjan, le 30 novembre 2012.

Alassane OUATTARA.

ACTES DU GOUVERNEMENT**MINISTERE D'ETAT****MINISTERE DE L'INTERIEUR****Actes disciplinaires***ARRETE n° 459/ MEMI/DGPN/DPPN du 27 novembre 2012 portant rappel à l'activité et mutation du lieutenant de police YAO Lucien Oura, mécano 287. 892-R.*

LE MINISTRE D'ETAT, MINISTRE DE L'INTERIEUR,

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 2001-479 du 9 août 2001 portant statut des personnels de la Police nationale modifiée en ses articles 13 et 41 par l'ordonnance n° 2010-223 du 25 août 2010 ;

Vu le décret n° 2001-783 du 14 décembre 2001 fixant les modalités d'application de la loi n° 2001-479 du 9 août 2001 portant statut des personnels de la Police nationale, relatives à la carrière des personnels de la Police nationale ;

Vu le décret n° 2011-388 du 16 novembre 2011 portant organisation, du ministère d'Etat, ministère de l'Intérieur ;

Vu le décret n° 2012-242 du 13 mars 2012 portant nomination des membres du Gouvernement, tel que modifié par le décret n° 2012-484 du 4 juin 2012 ;

Vu le décret n° 2012-625 du 6 juillet 2012 portant attributions des membres du Gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 293/MEMI/DGPN/DPPN du 5 juillet 2012 du ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur ;